

Sécurité hydrique et développement urbain en Afrique

Allocution d'ouverture du workshop international
organisé par l'IRES en partenariat avec Futures Studies
Forum et la Direction de la prospective de l'UNESCO,
sur le thème : "le futur de l'eau et de l'urbanisation en
Afrique".

M. Mohammed Tawfik MOULINE

Rabat, les 4-5 décembre 2015



Sécurité hydrique et développement urbain en Afrique

Allocution d'ouverture du workshop international organisé par l'IRES en partenariat avec Futures Studies Forum et la Direction de la prospective de l'UNESCO, sur le thème : "le futur de l'eau et de l'urbanisation en Afrique".

C'est pour moi un réel et agréable plaisir de vous accueillir aujourd'hui à l'IRES dans le cadre de ce workshop international, organisé en partenariat avec Futures Studies Forum (FSF) et la direction de la prospective relevant de l'UNESCO.

Cette rencontre, qui réunit des experts de haut niveau relevant de la région MENA et de l'Afrique subsaharienne, est la seconde édition d'un cycle de prospective, initié en mai 2015 à Amman, en Jordanie. Elle constitue une opportunité idoine pour renforcer l'appropriation collective des outils d'analyse avancée dans le domaine de la prospective et leur application à des questions névralgiques, en l'occurrence la question de la sécurité hydrique et celle du développement urbain.

Le choix de ces deux questions n'est pas fortuit. Bien au contraire, ce choix est corroboré par le fait qu'il s'agit de deux problématiques complexes dont les incidences déjà pressenties et celles à venir seraient déterminantes pour l'avenir de nos pays. L'approche prospective et stratégique, de par les possibilités qu'elle offre en termes d'élargissement de l'horizon de réflexion et de captage de la complexité des interdépendances entre les différentes dimensions des phénomènes étudiés, est seule à même de construire un futur souhaitable raisonné de nature à faire face aux risques encourus, de saisir les opportunités et d'anticiper les ruptures qui se profilent.

Je voudrais souligner, à titre de rappel, que la veille stratégique et prospective est l'une des missions principales de l'IRES. Le Discours Sa Majesté Le Roi Mohammed VI à l'occasion de la fête du Trône de juillet 2003, portant création de l'Institut, avait clairement mis en relief l'importance pour le Maroc de renforcer ses capacités d'analyse, d'adaptation et d'anticipation pour mieux comprendre les transitions internes et pour rester en interaction permanente avec les mutations du contexte extérieur dans le domaine politique, économique, social, culturel, sécuritaire et environnemental

Construit au départ sur la base d'un système d'information prospective, qui est une banque de connaissances permettant de rassembler, ordonner et relier les informations qualitatives et quantitatives nécessaires à l'analyse prospective, l'activité de veille à l'IRES a évolué, début 2015, vers un dispositif de veille avancée, qui s'appuie sur un système de ressources exploratoires et stratégiques, permettant de détecter et d'analyser les germes du changement, selon une vision prospective.

Actuellement, le dispositif de veille de l'IRES porte sur 10 axes stratégiques, appréhendant l'ensemble des problématiques qui interpellent l'avenir du Maroc. Chacun de ces axes comporte trois domaines de veille stratégiques couvrant les niveaux national, international et global.

En rapport avec les thèmes retenus dans le cadre de ce workshop, l'IRES a réalisé plusieurs travaux d'analyse stratégique et a organisé une série de séminaires et de rencontres, auxquels ont contribué des experts internationaux relevant des quatre continents. La question de la sécurité hydrique figure parmi les thématiques clés sur lesquelles l'IRES a beaucoup travaillé, en marge de son programme d'études sur le changement climatique, particulièrement dans son volet "stratégie d'adaptation". Parmi les conclusions qui se dégagent des travaux de l'IRES sur la question, il y a lieu de citer, notamment, ce qui suit :

- Problématique globale affectant, à des degrés variables, les différentes régions du Monde, le changement climatique, au regard des effets qu'il engendre sur les caractéristiques temporelles et spatiales des températures et des précipitations, met à rude épreuve la survie de l'Homme. Ses effets seraient significatifs pour les pays dont les capacités d'adaptation sont faibles. Selon les données du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE, 2013), sur les 28 pays extrêmement vulnérables au changement climatique, 22 sont situés en Afrique.
- Ressource stratégique par excellence, l'eau est fortement menacée par les perturbations engendrées par le changement climatique. Celui-ci vient aggraver une situation déjà précaire marquée par un accroissement de la demande sous l'effet de la croissance démographique, la persistance de comportements non rationnels en matière d'usage de cette ressource, sans oublier la pollution qui menace les nappes phréatiques.
- Plusieurs études prospectives sur l'équilibre alimentaire mondial s'accordent sur le fait que l'eau posera la limite la plus restrictive aux approvisionnements alimentaires futurs. Selon l'OCDE, dans un scénario de croissance économique moyenne et en l'absence de gains d'efficacité en matière d'usage de cette ressource, les besoins mondiaux en matière d'eau passeraient de 4.500 milliards de m³ en 2010 à 6.900 milliards de m³ en 2030.

Le Maroc est fortement concerné par cette problématique. La ressource hydrique par habitant et par an a chuté de 4.074 m³ en 1950 à 670 m³ en 2010 et pourrait descendre en deçà de 500 m³ à l'horizon 2030 sous l'effet de la croissance démographique et du changement climatique. Du fait de la tendance à la hausse de la demande en eau pour les besoins domestiques, agricoles, industriels et touristiques, la pénurie en eau pourrait s'accroître à l'avenir et les ressources en eaux souterraines seraient de plus en plus sollicitées.

Déjà, aujourd'hui, l'utilisation intensive en période de sécheresse des eaux souterraines, réserve stratégique, a conduit à une baisse continue des niveaux piézométriques de plusieurs nappes phréatiques. Dans la quasi-totalité du pays, le niveau des aquifères a atteint des valeurs alarmantes et la qualité de l'eau se situe à la limite inférieure de la norme internationale.

Certes, le Maroc est reconnu, au niveau mondial, par sa politique de mobilisation des ressources en eau, entamée depuis le début des années 1960 et qui s'est traduite par la construction de plus d'une centaine de barrages. Cette politique a fait l'objet, en 1995, d'une refonte qui met l'accent plus sur la gestion de la demande que sur celle de l'offre.

Néanmoins, le relèvement des défis futurs qui se profilent rendrait nécessaire de placer la question de l'eau au cœur des politiques publiques, en repensant la stratégie de l'eau, selon un horizon temporel lointain, et en la mettant en cohérence avec les stratégies sectorielles. Cela supposerait, aussi de garantir l'approvisionnement à long terme du pays en eau, à travers, entre autres, la réduction substantielle des pertes en eau et la mobilisation des ressources en eau non conventionnelles. Non moins important, l'appropriation collective des enjeux liés à l'eau et le renforcement de la coordination entre les acteurs s'avèrent indispensables.

Concernant les enjeux futurs du développement urbain, les résultats de ces travaux et rencontres ont permis de faire ressortir plusieurs conclusions utiles qu'il conviendrait de rappeler ci-après :

- La planète est sous l'emprise d'une dynamique d'urbanisation effrénée, qui suscite des espoirs, en termes d'amélioration des conditions de vie des populations, notamment dans les pays en développement, mais, aussi, des inquiétudes au regard des défis multidimensionnels posés. La croissance de la population urbaine s'accroîtrait particulièrement dans les pays en développement qui abriteraient plus de 80% de la population urbaine mondiale en 2050 (Cf. UN Habitat).
- Cette urbanisation accélérée nécessiterait des investissements conséquents en termes de réseaux d'assainissement, d'infrastructures et d'équipements de base qui pourraient être bien au-delà de la capacité financière des pays en développement. Elle poserait, également, des défis en termes de développement humain puisqu'elle risquerait d'accroître la pauvreté et l'inégalité d'accès aux services de base et à l'emploi.
- Aucune science urbaine et de planification urbaine ne peut être efficace sans des outils d'analyse et des données de référence appropriés, seuls à même d'éclairer les choix de politiques publiques en la matière

- Les villes sont des environnements dynamiques et leur planification doit s'opérer moyennant une approche intégrée, participative et de long terme pour mieux s'adapter aux mutations futures des espaces urbains. Elles doivent être gouvernées dans le souci de la durabilité et de la qualité de vie de la population. La résorption des inégalités sociales en termes de capacités d'accès à un habitat digne et abordable et la réponse aux demandes socioculturelles des citoyens devraient figurer parmi les axes prioritaires de la gouvernance urbaine.

A l'instar de nombreux pays en développement, la dynamique de l'urbanisation au Maroc soulève plusieurs défis, en matière de gouvernance, de compétitivité, de création d'emplois, de mixité sociale, d'habitat, notamment, le logement social, de cadre de vie et d'environnement et de sécurité au sens large.

Pour cela, le Maroc accorde une grande importance aux questions liées à la durabilité de ses villes. La nouvelle Constitution du 29 juillet 2011 consacre, dans son article 31, le principe du développement durable et le droit à un environnement sain, qui appartient à la troisième génération des droits de l'Homme. De plus, l'organisation territoriale du Royaume est dorénavant fondée sur une régionalisation avancée qui ne manquerait pas de transformer les rapports entre l'Etat, les régions et les villes. En novembre 2011, le Maroc a, pour la première fois de son histoire, créé un département dédié à la politique de la ville.

Ce sont-là quelques propos introductifs aux travaux de ce workshop. Je suis persuadé que l'échange fructueux entre experts ci-présents nous permettra de sortir avec des idées innovantes à même de renforcer notre compréhension des questions sous-revues et d'esquisser des pistes de solutions aux défis qui les accompagnent.